

RETRAITES : LE GOUVERNEMENT ET LES PARTENAIRES SOCIAUX DEBUTENT LEURS ECHANGES VENDREDI MATIN

Les partenaires sociaux, le Premier ministre et les deux ministres en charge des retraites, Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet, se retrouvent demain matin à 11 heures pour entamer les discussions visant à remettre sur la table la réforme des retraites de 2023.

Après certaines incertitudes d'agenda, les partenaires sociaux se retrouveront bien, demain à 11 heures, à Matignon en présence du Premier ministre, François Bayrou, de Catherine Vautrin et d'Astrid Panosyan-Bouvet, les deux ministres en charge du dossier pour lancer l'ouverture des discussions sur les retraites.

Les partenaires sociaux devraient toutefois entrer réellement dans le vif du sujet une fois les conclusions du rapport de la Cour des comptes - missionnée par Matignon - connues. Les partenaires sociaux auront alors trois mois pour boucler leurs discussions. En cas d'accord des partenaires sociaux, "il y aura une loi déposée et examinée avant l'été à l'Assemblée nationale et au Sénat", a indiqué mardi François Bayrou à l'Assemblée nationale. A défaut, c'est la réforme de 2023 qui s'appliquera comme l'a précisé le Premier ministre [lors de son discours de politique générale](#). Le Premier ministre a toutefois nuancé hier sa position devant les sénateurs, indiquant qu'en cas de consensus sur certaines parties avec "une zone de progrès identifiée par les participants", même sans accord global, "alors nous préparerons un texte que nous soumettrons à l'Assemblée et au Sénat".

Tous les sujets sont ouverts

Interrogée hier sur France Info, la ministre du travail, Astrid Panosyan-Bouvet, a apporté des précisions sur les modalités et la teneur des discussions à venir, et répondu aux socialistes qui estiment que le compte n'y est pas alors qu'ils attendaient que le Premier ministre prononce la suspension de la réforme des retraites. "C'est la première fois" qu'on dit que "la réforme de 2023 est perfectible". Ce n'est pas la suspension mais on remet tous les sujets sur la table, y compris l'âge à condition que soit respectée "une règle d'or, retour à l'équilibre dans un horizon raisonnable".

Redonner la main aux partenaires sociaux

Questionnée sur le risque d'un échec des négociations tant les désaccords sont grands entre les syndicats et le patronat sur le sujet, la ministre a rappelé que les organisations patronales et syndicales (sauf la CGT) ont appelé d'une seule voix à une stabilité politique, [en décembre dernier](#). Elle estime ainsi que "c'est biaisé de penser qu'il y aura échec. Il faut jouer la confiance", insiste-t-elle. "Les partenaires sociaux sont beaucoup plus ancrés [que les politiques] dans la réalité économique et sociale et beaucoup plus capables qu'on ne le croit au compromis".

D'autant, estime-t-elle, qu'il "existe des vrais sujets d'amélioration sur la pénibilité, la retraite des femmes" et qu'il conviendra également de "prendre en compte les préoccupations du patronat".

Un tiers de confiance pour animer les échanges

S'agissant des modalités de ces discussions, elles seront "animées par un expert ou un garant de la négociation", a indiqué la ministre du travail. Son nom n'est pour l'heure pas connu mais "il devra susciter la confiance des partenaires sociaux", souligne Astrid Panosyan-Bouvet. D'ailleurs ces derniers sont invités à proposer des noms.

RETRAITES : FRANÇOIS BAYROU OUVRE LA PORTE À UNE CONCERTATION AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Il n'y aura pas de suspension de la réforme des retraites. Lors de son discours de politique générale, hier, François Bayrou a redonné la main aux partenaires sociaux pour une période de trois mois à compter de la remise d'un rapport par la Cour des comptes, missionnée sur le sujet. Le Premier ministre a également évoqué les salaires, le sens au travail et l'égalité salariale entre hommes et femmes.

Comme il leur avait annoncé lors des [rencontres à Matignon](#) la semaine dernière, François Bayrou a décidé l'ouverture d'une concertation sur les retraites. [L'hypothèse d'une suspension](#) dans l'application de la réforme est désormais exclue. Le Premier ministre est par ailleurs revenu sur différents sujets sociaux, dont l'égalité salariale, le sens au travail ou encore la participation et l'intéressement. Il souhaite aussi que reprenne l'examen du projet de loi de simplification de la vie des entreprises.

Retraites : trois mois de concertations "sans totem ni tabou"

Après avoir lourdement insisté sur l'endettement du pays et "le problème moral" qui consiste à le "mettre à charge des générations à venir", François Bayrou a douché les espoirs de la gauche qui tenait à une suspension de la réforme en contrepartie d'une absence de censure. En lieu et place, le Premier ministre se contente de l'ouverture d'une "mission flash de quelques semaines" auprès de la Cour des comptes qui devra fournir un état actuel et précis du financement du système de retraites. On peut se demander à cet égard pourquoi il ne s'appuie pas sur les rapports annuels du Conseil d'orientation des retraites (COR) ou sur le Comité de suivi des retraites (CSR) qui n'a pas été renouvelé depuis le 26 juin.

Le résultat serait ensuite "communiqué à tous les Français". Le Premier ministre a ajouté : "La loi de 2023 a prévu que l'âge légal de départ passerait à 63 ans fin 2026. Une fenêtre de tir s'ouvre donc. Je souhaite fixer une échéance à plus court terme". Les partenaires sociaux disposeront d'une période de trois mois [à l'issue de la remise du rapport] pour "rechercher une voie de réforme nouvelle, sans aucun totem et sans aucun tabou, pas même l'âge de la retraite, (...) toutes pistes devront être explorées". Il leur faudra cependant respecter l'équilibre financier du régime. Une "délégation permanente" sera créée et réunie dès vendredi prochain.

À l'issue de ces négociations, si un accord se dessine, le Premier ministre le fera sien : "Si au cours de ce conclave, cette délégation trouve un accord d'équilibre et de meilleure justice, nous l'adopterons. Le Parlement en sera saisi lors du prochain projet de loi de financement ou avant, et si nécessaire, par une loi". En revanche, en l'absence d'accord, "la réforme actuelle continuerait de s'appliquer".

Salaires, participation et intéressement, simplification

Une autre concertation s'ouvrirait sur le travail, sans que le Premier ministre n'évoque de calendrier. Elle aborderait les salaires, la qualité de la vie au travail, la santé au travail, la prévention, la prise en charge des arrêts maladie, la situation des travailleurs pauvres et l'égalité salariale femmes-hommes. François Bayrou veut également que "cet effort en matière de revalorisation salariale soit conduit et poursuivi, notamment avec la mise en place de dispositifs d'épargne salariale, d'intéressement et de participation dans tous les secteurs". Rappelons que les partenaires sociaux ont négocié un [accord national interprofessionnel sur le partage de la valeur transposé dans la loi](#).

Enfin, dans un objectif de "débureaucratisation" et d'allègement des procédures, le Premier ministre souhaite que le [projet de loi de simplification de la vie économique](#) reprenne son examen devant le Parlement "et soit adopté rapidement".

Budget : maintien de l'objectif de 3 % de déficit

François Bayrou a longuement évoqué la dette financière de la France, à plusieurs reprises, pendant son discours. Il maintient l'objectif de retour à 3 % de déficit en 2029, en passant par 5,4 % en 2025 comme l'avait annoncé le ministre de l'Economie,

Eric Lombard. Il revoit également la prévision de croissance pour 2025 à 0,9 % au lieu de 1,1 % avant la censure du gouvernement Barnier.

A noter, un effort financier sur l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) qui serait augmenté "afin d'améliorer les conditions de travail des soignants et de protéger les plus fragiles". Les dernières décisions prises dans le premier projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) 2025 en matière de déremboursement de médicaments et de consultations médicales seraient abandonnées.

En revanche, dans la poursuite d'un objectif de réduction des dépenses, François Bayrou a annoncé la création d'un Fonds spécial entièrement dédié à la réforme de l'Etat, "financé en réalisant une partie de ses actifs, en particulier immobiliers qui appartiennent à la puissance publique, de façon à pouvoir investir par exemple dans le déploiement de l'intelligence artificielle dans nos services publics".

Enfin, le Premier ministre a annoncé reprendre l'étude des cahiers de doléance des Gilets jaunes "de manière que s'exprime dans notre société les attentes des milieux sociaux les plus exclus du pouvoir".

Les réactions politiques avant la motion de censure

A l'issue du discours de François Bayrou, Mathilde Panot (La France Insoumise) a accusé le Premier ministre de ne respecter "ni le résultat des urnes ni la souveraineté du peuple". La députée estime que la politique du gouvernement est "sans partisan et sans avenir", soutenant ainsi le projet de motion de censure déposé par son camp et qui devrait être examiné en séance jeudi 16 janvier. Le groupe écologiste de Cyrielle Chatelain a indiqué qu'il voterait la censure.

Gabriel Attal, ancien Premier ministre, désormais président du groupe Ensemble pour la République à l'Assemblée nationale et secrétaire général du parti Renaissance, a promis au nouveau Premier ministre qu'il participera avec son groupe, à "un travail sur l'amélioration de cette réforme" des retraites.

Au Rassemblement National, Jean-Philippe Tanguy a ironisé en ces termes et pointé une menace : " Qu'avez-vous fait de cette censure [du gouvernement Barnier] et du message politique inédit qu'elle portait ? Rien". Laurent Wauquiez (Les Républicains) a préféré apporter au gouvernement "un soutien exigeant (...) car les Français nous demandent de donner de la stabilité au pays".

A gauche, le député socialiste Boris Vallaud est resté ambigu. "Notre objectif demeure l'abrogation de la réforme des retraites à 64 ans", a-t-il rappelé tout en assurant que "personne ne se déshonore d'un retour devant les partenaires sociaux". Il demande également un retour de la réforme devant l'Assemblée nationale "pour faire avancer une juste cause et dont nous sortirions tous grandis".

Marie-Aude Grimont

[\[Ressources humaines\] L'actualité actuEL RH : Retraites : François Bayrou ouvre la porte à une concertation avec les partenaires sociaux](#)